



AGENDA

Samedi 16/04 :: Liège. **Manifestation contre le centre fermé de Vottem.** 14h, Espace Tivoli place Saint Lambert

Dimanche 24/04 :: Bruxelles. **Manifestation anti-guerre "Pas d'avions de chasse"** contre l'achat de nouveaux chasseurs par l'armée belge. 14h, Gare de Bruxelles-Central.

Du 1er au 6 juillet :: Genk. **Camp d'été des Etudiants de Gauche Actifs** (plus d'infos sur www.gauche.be)

Le capitalisme - confronté à une crise économique, sociale, écologique et migratoire - n'a aucune réponse à nous apporter. Il n'engendre que guerre et misère. Une autre société est donc nécessaire, mais c'est plus facile à dire qu'à faire ! Se baser sur le sentiment d'indignation et de frustration n'est pas suffisant. Pour changer la société, nous devons la comprendre et l'analyser. Pour cela, nous nous basons sur le marxisme. Ce n'est pas un dogme rigide, mais une méthode d'analyse flexible dans le but de changer le monde.

Il faut aussi tirer les leçons du passé pour mieux renforcer les luttes d'aujourd'hui. Le combat contre l'exploitation capitaliste a déjà une riche histoire en matière de programme, de stratégie et de tactiques nécessaires pour aller vers une société débarrassée de la guerre, des atteintes graves à l'environnement, de la misère et de l'oppression.

Étudiants de Gauche Actifs (ALS, Actief Linkse Studenten en Flandre) est l'organisation de jeunesse du Parti Socialiste de Lutte (PSL). Nous défendons une alternative anticapitaliste basée sur le contrôle démocratique de l'économie par la collectivité. Nous voulons une société orientée vers les besoins de la majorité de la population plutôt que vers les profits des super-riches. C'est ce que nous appelons le socialisme démocratique.

Rejoins-nous et construisons ensemble cette société !

Etudiants de Gauche Actifs



www.gauche.be - [facebook/gauche.be](https://facebook.com/gauche.be) - 0499/48.67.99

E.R. Nicolas Croes, 19 rue de la Commune, 4020 Liège. Ne pas jeter sur la voie publique.

**Samedi 16 avril 2016,
14h, Espace Tivoli, Place Saint
Lambert**

**Marche jusqu'au
centre fermé pour étrangers de Vottem
(à l'appel du CRACPE)**

**Vottem, camp de la honte !
17 ans déjà, je ne l'accepte
TOUJOURS PAS !**



C'est aux multinationales qu'il faut s'en prendre, pas à leurs victimes !

Ce samedi 16 avril se tiendra la manifestation contre le centre fermé pour étrangers de Vottem, comme chaque année depuis maintenant 17 ans. Les centres fermés sont des prisons qui cachent leur nom. Ils exercent une violence quotidienne à l'égard des personnes qui y sont détenues pour le seul crime d'avoir voulu fuir la misère, la guerre ou la dictature dans leur pays d'origine. La détention vise à casser la volonté de résistance pour préparer l'expulsion du pays. Cette violence atteint son paroxysme au moment de l'expulsion lorsque la personne est emmenée à l'avion: menottes, corps sanglé et entravé, coups, insultes,...

Dans le contexte de crise des réfugiés qui se développe en Europe depuis 2015, les centres fermés restent une expression frappante de l'approche anti-migratoire adoptée par les gouvernements successifs depuis plus de 20 ans, transformant lentement mais sûrement l'Europe en une véritable forteresse.

Les moyens ne manquent pourtant pas pour accueillir dignement les réfugiés et d'assurer un bon avenir à tous, migrant ou pas. Jamais nous n'avons produit autant de richesses qu'aujourd'hui, jamais nous n'avons disposé d'autant de possibilités technologiques. Mais le fruit de ce travail est accaparé par l'élite capitaliste. Le récent scandale des "Panama papers" a une fois de plus illustré l'absurdité de ce système où, selon Oxfam, 62 personnes à peine à travers le monde possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'Humanité. L'avenir de chacun peut être garanti, mais pour s'acquitter de cette tâche, nous ne pouvons en aucun cas faire confiance à des gouvernements qui, tout en offrant de généreux cadeaux au patronat (exonérations fiscales, privatisations, etc.) attaquent d'une main les conditions de vie et de travail de la population en pointant de l'autre les réfugiés et leur prétendu coût pour la société comme boucs émissaires.

Non à l'impérialisme !

La politique étrangère des gouvernements européens et plus largement des puissances impérialistes n'est de plus étrangère ni au développement du terrorisme, ni à celui des conflits régionaux qui poussent les populations locales à fuir leur pays. Depuis 2001, les 15 années de "guerre contre le terrorisme" on conduit à une situation explosive et cauchemardesque au Moyen Orient : plus d'un million de personnes y ont perdu la vie, les structures sociales ont été balayées par les bombes. Le monde est-il devenu plus sûr suite à ce désastre? Les seules à avoir bénéficié de ces aventures guerrières sont les multinationales pétrolières ou encore de l'armement.

Outre les interventions directes, le soutien de circonstance des pays occidentaux à des alliés ultra-réactionnaires (qu'il s'agisse des précurseurs des talibans, d'Al-Qaïda dans les années '80 ou de ceux de Daesh plus récemment, ou encore de régimes alliés des puissances occidentales comme l'Arabie Saoudite) a largement favorisé le développement de monstres

de Frankenstein qui oppriment les populations des régions qu'ils contrôlent, sèment la terreur et finissent par mordre la main qui les a nourris.

Les réfugiés sont-ils responsables des guerres en Syrie, en Irak ou en Somalie ? Personne ne part comme ça pour son plaisir. Le problème n'est pas que des gens veulent venir en Europe pour profiter. C'est au contraire un problème collectif pour ceux qui veulent échapper à la guerre, à la misère, etc. Et le gouvernement belge y contribue en participant à la guerre en Libye, en Irak, en Afghanistan et demain en Syrie.

Nous devons lutter contre les politiques impérialistes de nos gouvernements et contre les causes qui poussent tant de millions de personnes à fuir ou à se tourner par désespoir vers des alternatives aussi monstrueuses que l'Etat Islamique et d'autres forces réactionnaires. Une première occasion se présentera le 24 avril à Bruxelles lors de la manifestation contre la guerre et l'achat d'avions de chasse (voir au verso).

Non au racisme !

Les attaques terroristes ont créé un climat d'angoisse bien compréhensible dans la population. Les politiques vont, comme au lendemain des attentats de Paris, essayer de surfer sur ce climat pour imposer des mesures sécuritaires et répressives notamment en direction des migrants et des demandeurs d'asile qui bien souvent fuient précisément le type d'horreurs que nous avons connues à Bruxelles. Tout comme la présence de militaires en rue n'a pas empêché ces attentats d'avoir lieu, la fermeture des frontières ou toute autre forme de durcissement de la politique envers les migrants ne feront pas progresser notre sécurité d'un millimètre.

Les racines du terrorisme se trouvent dans la politique étrangère et dans la politique antisociale de nos gouvernements. Ce sont ces politiques et les intérêts qu'elles servent (ceux des grandes entreprises) qu'il faut combattre, pas les droits des immigrés qui sont souvent les premières victimes du terrorisme. La meilleure manière d'isoler les terroristes et de combattre les conditions qui leurs permettent de disposer d'un soutien, c'est de lutter ensemble pour de meilleures conditions de vie pour tous. Parler de sécurité tout en appliquant une politique d'austérité qui transforme notre pays en cimetière social, c'est de la poudre aux yeux!

Les réfugiés d'aujourd'hui sont les sans-papiers de demain

Environ 40% des réfugiés se verront refuser leur droit à l'asile. Que feront-ils ? Ils deviendront sans-papiers. Et pour les sans-papiers, il n'y a que l'exploitation, une exploitation qui, de plus, instaure une pression à la baisse sur les conditions de travail de chacun. C'est pourquoi nous soutenons la revendication de la régularisation des sans-papiers.

Une autre société est nécessaire !

Mais, fondamentalement, aucun de ces problèmes ne pourra être résolu sans sortir de la logique d'exploitation et de discrimination du capitalisme. Luttons pour une société où l'économie sera enfin au service de la population et non des actionnaires !